

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2010 — 1094

[C - 2010/02023]

25 MAART 2010. — Koninklijk besluit houdende uitgifte van postwaarden in de loop van het jaar 2010

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991, betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 143;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 2005, houdende goedkeuring van het vierde beheerscontract van De Post;

Gelet op het voorstel van de beheersorganen van De Post;

Op de voordracht van de Minister van Overheidsbedrijven,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er worden op 15 april 2010 vijf briefkaarten over Antwerpen uitgegeven met de waarde van een genormaliseerde zending voor het binnenland.

Op elke kaart staat een postzegel met een afbeelding van een oude prentkaart.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Overheidsbedrijven is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 maart 2010.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Overheidsbedrijven,
Mevr. I. VERVOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2010 — 1094

[C - 2010/02023]

25 MARS 2010. — Arrêté royal portant émission de valeurs postales au cours de l'année 2010

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991, portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 143;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 2005, portant approbation du quatrième contrat de gestion de La Poste;

Vu la proposition des organes de gestion de La Poste;

Sur la proposition de la Ministre des Entreprises publiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Il est émis, le 15 avril 2010, cinq cartes postales d'Anvers, à la valeur d'un envoi normalisé en service intérieur.

Sur chacune figure un timbre-poste représentant une vue de carte illustrée d'autrefois.

Art. 2. La Ministre qui a les Entreprises publiques dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mars 2010.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Entreprises publiques,
Mme I. VERVOTTE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 1095

[2010/201825]

24 MARS 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon visant à modifier la réglementation wallonne en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et portant exécution du décret du 10 décembre 2009 modifiant diverses législations en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale, articles 10 et 25;

Vu la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'Investissement agricole;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, article 2 modifié et complété par le décret du 10 décembre 2009;

Vu le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", article 2, modifié par le décret du 10 décembre 2009;

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, article 7 remplacé par le décret du 10 décembre 2009;

Vu le décret modifiant diverses législations en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, article 11;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1985 déterminant les conditions d'autorisation de déversement des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'économie sociale, donné le 6 novembre 2009;

Vu les avis du Conseil économique et social de la Région wallonne n° A 985 et 986 adoptés par le Bureau, le 9 novembre 2009;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm, donné le 9 novembre 2009;

Vu l'avis n° 47.909/2 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} mars 2010 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président, du Vice-Président et Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles, du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité et du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de modifier diverses réglementations afin de transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale*

Art. 2. L'intitulé du Chapitre premier de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2006 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE I^{er}. — *Des conditions d'octroi de l'agrément pour pouvoir bénéficier de subventions.* »

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S."*

Art. 3. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté Gouvernement wallon du 21 juin 2007 portant exécution du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : "I.D.E.S.S.", les mots "en bénéficiant des subventions visées au Chapitre VI" sont insérés entre les mots "mis en œuvre" et "que par une IDESS agréée".

CHAPITRE III. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation*

Art. 4. Dans l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 portant exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen des bourses innovation, les mots "destiné à permettre au promoteur de rémunérer l'accompagnement" sont insérés entre les mots "L'agrément des accompagnateurs" et les mots "d'une durée".

CHAPITRE V. — *Modifications apportées à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 novembre 1985 déterminant les conditions d'autorisation de déversement des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale*

Art. 5. A l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 novembre 1985 déterminant les conditions d'autorisation de déversement des poissons dans les eaux soumises à la loi sur la pêche fluviale sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "être installés en Région wallonne, sauf dérogation dûment justifiée par l'absence de compétence ou de matériel spécialisés" sont supprimés.

CHAPITRE V. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole*

Art. 6. Au premier alinéa de l'annexe unique à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, les modifications suivantes sont apportées :

1° les termes "avoir leur siège d'activité principale ou être reconnues en Région wallonne" sont supprimés du premier tiret;

2° au deuxième tiret, les termes "et s'il échet," sont supprimés et le terme "agricole" est ajouté à la fin de la phrase;

3° au cinquième tiret, les termes "ou tout diplôme européen équivalent" sont insérés entre les termes "horticole" et les termes "ou pouvant";

4° au deuxième alinéa de la même annexe, deuxième tiret, les termes "ou tout autre diplôme européen équivalent" sont insérés entre les termes "d'élevage" et "complété par";

5° au dernier alinéa de l'annexe du même arrêté, le terme "agrération" est remplacé par le terme "agrément".

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 7. Le décret du 10 décembre 2009 modifiant diverses législations en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur et le présent arrêté produisent leurs effets le 28 décembre 2009.

Namur, le 24 mars 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 1095

[2010/201825]

24. MÄRZ 2010 — **Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung der wallonischen Gesetzgebung zwecks der Umsetzung der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt und der Ausführung des Dekrets vom 10. Dezember 2009 zur Änderung von mehreren Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen;

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 betreffend die Flussfischerei, Artikeln 10 und 25;

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1961 zur Schaffung eines Fonds für landwirtschaftliche Investitionen;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft, insbesondere des Artikels 2, in seiner durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 abgeänderten und ergänzten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.", Artikel 2 abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen, insbesondere des durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 ersetzten Artikels 7;

Aufgrund des Dekrets zur Änderung von mehreren Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt, Artikel 11;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 zur Festlegung der Bedingungen für die Genehmigung des Einsatzes vom Fischen in Gewässer, die dem Gesetz betreffend die Flussfischerei unterliegen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor;

Aufgrund des am 6. November 2009 abgegebenen Gutachtens des "Conseil wallon de l'économie sociale" (Wallonischer Rat der Sozialwirtschaft);

Aufgrund der Gutachten des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region Nr. A.985 und 986, die am 9. November 2009 vom Vorstand genehmigt worden sind;

Aufgrund des am 9. November 2009 abgegebenen Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Forem;

Aufgrund des am 1. März 2010 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 2°, der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 47.909/2;

Auf Vorschlag des Minister-Präsidenten, des Vizepräsidenten und Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien, des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität, und des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient zur Abänderung verschiedener Bestimmungen zwecks der Umsetzung eines Teils der Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt.

KAPITEL I — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft

Art. 2 - Die Überschrift von Kapitel I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2006 zur Ausführung des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«KAPITEL I — Bedingungen für die Gewährung der Zulassung, um Zuschüsse beanspruchen zu können»

KAPITEL II — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S."

Art. 3 - In Artikel 2 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Juni 2007 zur Ausführung des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und die Bezuschussung der "Initiativen zur Förderung der Beschäftigung im Sektor der Nachbarschaftsdienste mit sozialem Zweck, in der Kurzform: "I.D.E.S.S.", wird die Wortfolge "en bénéficiaire des subventions visées au Chapitre VI" zwischen "mis en œuvre" und "que par une I.D.E.S.S. agréée" eingefügt.

KAPITEL III — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen

Art. 4 - In Artikel 4 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 zur Förderung der Schaffung von Aktivitäten mittels Vorstartbeihilfen und zur Unterstützung der Innovation in Unternehmen mittels Innovationsbörsen wird die Wortfolge "destiné à permettre au promoteur de rémunérer l'accompagnement" zwischen "L'agrément des accompagnateurs" und "d'une durée" eingefügt.

KAPITEL IV — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 zur Festlegung der Bedingungen für die Genehmigung des Einsatzes vom Fischen in Gewässer, die dem Gesetz betreffend die Flussfischerei unterliegen

Art. 5 - Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. November 1985 zur Festlegung der Bedingungen für die Genehmigung des Einsatzes vom Fischen in Gewässer, die dem Gesetz betreffend die Flussfischerei unterliegen, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "in der Wallonischen Region niedergelassen sein, es sei denn es liegt eine Abweichung vor, die durch das Fehlen der geeigneten Fachkunde und von spezialisierten Ausrüstungen gebührend begründet ist" wird gestrichen.

KAPITEL V — Änderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor

Art. 6 - Der erste Absatz der einzigen Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor wird wie folgt abgeändert:

1° am ersten Gedankenstrich wird die Wortfolge "ihren Hauptbetriebsitz in der Wallonischen Region haben oder dort anerkannt sein" gestrichen;

2° am zweiten Gedankenstrich wird die Wortfolge "und gegebenenfalls" gestrichen und wird das Wort "Buchführung" durch "landwirtschaftlichen Buchführung" ersetzt;

3° am fünften Gedankenstrich wird die Wortfolge "oder eines gleichen europäischen Diploms" zwischen "oder Gartenbau" und "ist" eingefügt;

4° im zweiten Absatz derselben Anlage, zweiter Gedankenstrich, wird die Wortfolge "oder eines gleichen europäischen Diploms" zwischen "Tierzucht" und "sein" eingefügt;

5° im letzten Absatz der Anlage zum selben Erlass wird im französischen Text das Wort "agrération" durch "agrément" ersetzt.

KAPITEL VI — *Inkrafttreten*

Art. 7 - Das Dekret vom 10. Dezember 2009 zur Änderung von mehreren Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinie 2006/123/CE/20093/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt und der vorliegende Erlass werden am 28. Dezember 2009 wirksam.

Namur, den 24. März 2010

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 1095

[2010/201825]

24 MAART 2010. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de Waalse regelgeving met het oog op de omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt en tot uitvoering van het decreet van 10 december 2009 houdende wijziging van diverse wetgevingen met het oog op de omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij, artikelen 10 en 25;

Gelet op de wet van 15 februari 1961 houdende oprichting van een Landbouwinvesteringsfonds;

Gelet op het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie, artikel 2, gewijzigd en aangevuld bij het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort: "I.D.E.S.S.", artikel 2, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies;

Gelet op het decreet tot wijziging van diverse wetgevingen met het oog op de omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt, artikel 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het uitstorten van vissen in wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is, geoorloofd is;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort: "I.D.E.S.S.";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector;

Gelet op het advies van de "Conseil wallon de l'économie sociale marchande" (Waalse raad voor sociale markeconomie), gegeven op 6 november 2009;

Gelet op de adviezen nrs. A 985 en 986 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), aangenomen door het Bureau op 9 november 2009;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "FOREm", gegeven op 9 november 2009;

Gelet op het advies nr. 47.909/2 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Président, van de Vice-Président en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën, van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit en van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit beoogt de wijziging van diverse wetgevingen met het oog op de omzetting van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie*

Art. 2. Het opschrift van Hoofdstuk I van het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2006 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK I. — *Voorwaarden tot toekenning van de erkenning om subsidies te kunnen genieten.* »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : "I.D.E.S.S."*

Art. 3. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 21 juni 2007 tot uitvoering van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel, afgekort : « "I.D.E.S.S." », worden de woorden "mogen slechts door een krachtens het decreet en dit besluit erkende "I.D.E.S.S." verstrekt worden, "vervangen door de woorden" mogen, door de in Hoofdstuk VI bedoelde subsidies te genieten, slechts door een krachtens het decreet en dit besluit erkende "I.D.E.S.S." verstrekt worden, ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies*

Art. 4. In artikel 4, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening aan ondernemingen door middel van innovatiepremies wordt de zin "De begeleiders worden voor drie jaar erkend op basis van de volgende criteria : "vervangen door de zin" De erkenning van de begeleiders, waarmee de promotor de begeleiding kan betalen, wordt verleend voor drie jaar op basis van de volgende criteria :".

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het uitstorten van vissen in wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is, geoorloofd is*

Art. 5. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 november 1985 houdende bepaling van de voorwaarden waaronder het uitstorten van vissen in wateren waarop de wet op de riviervisserij van toepassing is, geoorloofd is worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "in het Waalse Gewest gevestigd zijn, behoudens afwijking behoorlijk gerechtvaardigd door het gebrek aan bevoegdheden of aan gespecialiseerde toestellen" worden geschrapt.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aangebracht in het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector*

Art. 6. In het eerste lid van de enige bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na het eerste streepje worden de woorden "hun hoofdbedrijfszetel hebben of erkend zijn in het Waalse Gewest" geschrapt;

2° na het tweede streepje worden de woorden "en, indien nodig," geschrapt en wordt het woord "boekhoudingen" vervangen door het woord "landbouwboekhoudingen";

3° na het vijfde streepje worden de woorden "of elk gelijkwaardig Europees diploma" ingevoegd tussen de woorden "tuinbouworientatie" en "of die een beroepservaring kan aantonen";

4° in het tweede lid, tweede streepje, van dezelfde bijlage worden de woorden "of elk gelijkwaardig Europees diploma" ingevoegd tussen de woorden "veeteelrichting" en "aangevuld";

5° in het laatste lid van de bijlage bij hetzelfde besluit (Franstalige versie) wordt het woord "agrération" vervangen door het woord "agrément".

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 7. Het decreet van 10 december 2009 tot wijziging van diverse wetgevingen met het oog op het omzetten van Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt en dit besluit treden in werking op 28 december 2009.

Namen, 24 maart 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN